

PV de l'assemblée générale extraordinaire du jeudi 18 décembre 2025 à la Maison du peuple à Lausanne

58 participant·e·s présent·e·s.

Séance présidée par Anita Rokitowska, coprésidente des Vert·e·s vaudois·es.

Sont nommé·e·s scrutatrice et scrutateur : Laetitia Seitenfuss et Olivier Kaluzny

1. Adoption de l'ordre du jour (annonce des divers) et du PV de l'AG ordinaire du 21 mai 2025

4 divers ont été d'ores et déjà annoncés ; aucun supplémentaire n'est annoncé.

- ➔ L'ordre du jour et le PV sont adoptés à l'unanimité (et quelques abstentions pour le PV), avec remerciements à leur autrice

2. Recommandations de vote en vue de la votation du 8 mars 2026

INITIATIVE FONDS CLIMAT

Présentation par Jean-Valentin de Saussure, vice-président.

Les faits :

Canicules, fonte des glaciers, dégel du permafrost, sècheresses et extinction majeure des espèces naturelles.

La double crise du climat et de la biodiversité s'aggrave.

Notre dépendance au pétrole et au gaz menace non seulement la sécurité de notre approvisionnement mais aussi la démocratie, les droits humains et la paix dans le monde.

La solution :

L'initiative pour un fonds climat met à disposition de manière sociale les fonds nécessaires pour une Suisse climatiquement neutre et veille ainsi à ce que les mesures urgentes soient enfin réalisées.

Texte de l'initiative

Art. 103a: Encouragement d'une politique énergétique et climatique socialement équitable

1 La Confédération, les cantons et les communes luttent contre le réchauffement climatique anthropique et ses conséquences sociales, écologiques et économiques conformément aux accords internationaux sur le climat. Ils veillent à ce que le financement et la mise en œuvre des mesures soient socialement équitables.

2 La Confédération soutient notamment:

- a. la décarbonation des transports, des bâtiments et de l'économie;*
- b. l'utilisation économe et efficace de l'énergie, la sécurité de l'approvisionnement et le développement des énergies renouvelables;*
- c. les mesures de formation, de formation continue et de reconversion nécessaires, y compris les contributions financières visant à compenser la perte de revenu pendant la période de formation;*
- d. les puits de carbone durables et naturels;*

e. le renforcement de la biodiversité, en particulier afin de lutter contre les conséquences du réchauffement climatique.

3 La Confédération dispose d'un fonds d'investissement pour financer ses propres projets et pour contribuer financièrement aux projets des cantons, des communes et de tiers. Le fonds ou des tiers mandatés par la Confédération peuvent également accorder des crédits, des garanties et des cautionnements.

4 La loi règle les modalités.

Art. 197, ch. 152

15. Disposition transitoire ad art. 103a (Encouragement d'une politique énergétique et climatique socialement équitable)

La Confédération alimente chaque année jusqu'en 2050 le fonds visé à l'art. 103a, al. 3, au plus tard à partir de la troisième année suivant l'acceptation dudit article par le peuple et les cantons, d'un montant équivalant au minimum à 0,5 % et au maximum à 1 % du produit intérieur brut. Ce montant n'est pas comptabilisé dans le plafond des dépenses totales qui doivent être approuvées dans le budget au sens de l'art. 126, al. 2. Il peut être réduit de manière appropriée si la Suisse a atteint ses objectifs climatiques nationaux et internationaux.

Concrètement, la Confédération alloue entre 0,5 % à 1% à la transition énergétique.

L'initiative est :

- Rigoureuse : protéger efficacement climat et biodiversité grâce à suffisamment de fonds
- Solidaire : la protection du climat est une mission collective
- Porteuse d'avenir : la Suisse devient pionnière
- Émancipatrice : indépendance des énergies fossiles
- Responsable : pour la justice climatique mondiale

Situation actuelle

Conséquences des multiples votations et élections le 8 mars :

- forte mobilisation politique
- différents camps idéologiques sont interpellés
- forte participation des citoyen·ne·s
- nécessité de nous profiler

Pourquoi l'initiative est-elle importante ?

Suite logique : La population suisse a dit OUI à la stratégie énergétique 2050, à la loi sur les énergies renouvelables et à la loi sur la protection du climat !

La politique de la droite est un échec. Elle met trop peu de moyens financiers à disposition & le train d'économies menace la politique climatique (programme bâtiments, trains de nuit / TP, moteurs non émetteurs de CO2 pour les bus et bateaux)

La crise climatique est préoccupante. Elle occupe la 2e place du baromètre des préoccupations de la population. En tant que pays alpin, la Suisse est particulièrement touchée par le changement climatique : fonte de nos glaciers, périodes caniculaires et extrêmes météorologiques s'amoncellent.

La population a le droit d'être protégée. Dans le cas des Aînés pour le climat, la Cour européenne des droits de l'homme a constaté que la Suisse ne protégeait pas suffisamment le climat.

Pourquoi la mobilisation est-elle importante ?

La mobilisation doit se dérouler à 2 niveaux :

- mobilisation interne de notre base
- mobilisation externe de l'électorat

Au niveau de la mobilisation externe, les Vert·e·s vaudois·es auront 4 principaux défis à relever :

- ce sont surtout les hommes âgés qui votent
- Moyens financiers moins élevés que nos opposant·e·s
- Le populisme incite le corps électoral à choisir des partis qui offrent des solutions apparemment simples à des réponses complexes
- Nous n'aurons pas de candidat au Conseil d'Etat – il faudra se profiler

Deux campagnes :

-une campagne unitaire (nous essayerons d'avoir les vert' libéraux mais pas gagné donc motiver les membres qu'on connaît).

-une campagne Verte (lettres de lectrices et lecteurs, distribution du flyer, stands, etc.)

Questions

Une remarque : ne pas parler de sauver la planète, qui s'en fout, mais la possibilité de vivre dessus !

Vote

➔ Unanimité en faveur

INITIATIVE 200 CHF ÇA SUFFIT

Présentation par Yannick Maury, député (*en raison de l'absence de nos élu·e·s fédéraux qui participent à la fête en l'honneur du Président de la confédération Guy Parmelin*)

Texte de l'initiative :

- Cst art. 93 al. 6 (nouveau) : Pour financer les programmes de radio et de télévision qui fournissent un service indispensable à la collectivité, la Confédération perçoit une redevance de 200 francs par an, exclusivement auprès des ménages privés. Les personnes morales, les sociétés de personnes et les entreprises individuelles ne paient aucune redevance.
- Dispositions transitoires à l'art. 197 Cst

Arguments en défaveur du texte :

- Le montant de 335.- est la redevance la plus élevée au monde pour une qualité qui laisse à désirer
- Libérer les personnes morales d'une double imposition et les personnes vivant seules d'un poids fiscal
- Limiter les activités de la SSR au mandat clé de service public
- Assurer aux chaînes privées de radio et télévision au moins la même redevance que celle de la SSR

Arguments en défaveur :

- 1) Nécessité d'avoir des médias forts dans un contexte mondial tendu et marqué par la désinformation
- 2) Permettre aux différentes régions linguistiques de continuer à bénéficier d'une couverture média forte, également hors des grands centre urbains

- 3) Garantir l'existence et le déploiement d'un média hors influence de grands propriétaires idéologues
- 4) Éviter une réduction importante de l'offre (programmes sportifs, émissions de fond ou séries suisses) (*argument d'efficiences des initiant-e-s....mais contredit par 6 grandes organisations sportives récemment : impossible de proposer la même offre avec une redevance baissée!*)

Notre position :

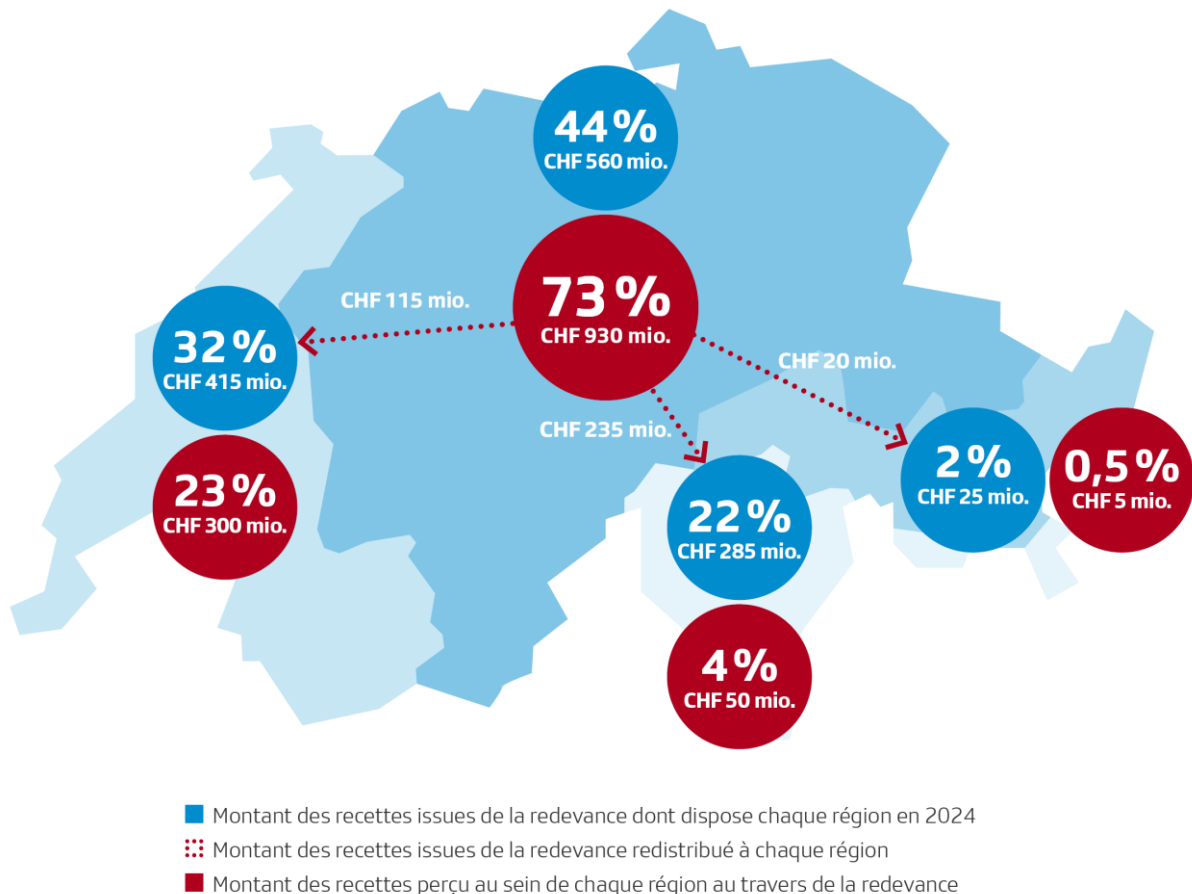
Recommandation de vote du groupe parlementaire des Vert.e.s :

CONTRE

Cette initiative consiste, sous couvert d'un argument soi-disant purement financier, surtout en une pression politique plus que financière. Autrement dit, la baisse de la redevance cache en réalité des motivations politiques (affaiblir le service public).

Point de vue des minorités linguistiques :

La Suisse alémanique paie pour les autres en raison de la péréquation. Sans cela, nous perdriions une centaine de millions de francs :



Différences chaînes privées et publiques

- Point commun : sont soumises dans l'ensemble à la loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV)

- Différences (*Chapitre spécifique de la LRTV pour la SSR*):

- assure la cohésion nationale et propose des contenus linguistiquement variés (*ce qui ne serait plus du tout garanti en cas de coupes*)
- respect plus strict d'une forme de neutralité (pas de ligne éditoriale politiquement marquée) (*imaginons que la chaîne n'est pas neutre : il est alors possible*)

d'attaquer une chaîne publique mais pas une chaîne privée car elle peut avoir une ligne affichée partielle et du coup pas possible de faire grand-chose).

- valorise la culture sous toutes ses formes (*sans hiérarchisation des formes de culture*)
- maintient la majorité des emplois dans la région couverte par l'information (*donc emplois garantis en Suisse romande – peut paraître bête mais certaines chaînes privées produisent à l'externe puis reviennent en Suisse donc risque de délocalisation !*)

Le contre-projet indirect du Conseil fédéral :

- La redevance, qui représente plus de 80% du budget de la SSR, baissera progressivement jusqu'en 2029 pour atteindre 300.-
- Dès 2027, les entreprises avec un CA inférieur à 1,2 mio ne seront plus soumises à la redevance (actuellement, la limite est à 500'000.-)
- la suppression de 900 postes à la SSR et l'économie de 270 millions sur trois ans sont des conséquences directes de la baisse de la redevance (baisse de 35 CHF donc imaginez une baisse à 200 CHF) !

➔ Donc encouragement à refuser

Questions

Bien sûr il faut refuser ce texte pour sauver la SSR mais, sur le fond, est-il normal que chacun·e paie la même redevance (comme pour la caisse-maladie, ce qui est antisocial) ?

Nous en sommes conscient·e·s mais j'imagine qu'il aurait été possible de discuter d'une initiative qui répartisse la charge financière différemment mais on ne votera pas sur ce texte. Donc au pied du mur ! Pas de contre-projet valable.

Publicité : très peu actuellement ; n'y a-t-il pas un risque de les voir pulluler ensuite ? Ne serait-ce pas une solution si la redevance baissait d'augmenter les publicités, simplement ?

On peut difficilement faire mieux avec moins donc soit on coupe et on offre moins de prestations soit effectivement risque d'avoir un spot pub trois fois à l'intérieur d'un film mais on ne sait pas si c'est cette option qui serait choisie ?

Si vous bénéficiez des prestations complémentaire, pas de rente payée donc il y a une distinction faite quand même pour les personnes ayant peu de moyens. Mais concernant la pub, la presse écrite est en crise car il n'y a pas assez d'espace pub de toute façon. Pas assez de possibilités en Suisse de faire de la publicité.

La SSR et la RTS sont des leviers de la démocratie et des droits populaires (par ex., nous sommes relayés quand nous lançons une initiative...même si pas autant qu'on aimerait, peut-être), informations dès le matin et ensuite à un rythme soutenu, qui sortent des sujets d'investigation, intéressants, de qualité. Possibilité extraordinaire que l'UDC déteste, c'est sûr ! Donc combat idéologique contre la vivacité du débat public.

Exemple : suite à la diminution déjà orchestrée par Mme Leuthard, l'émission « Temps Présent » a déjà été réduite de 52 à 45 minutes !

Vote

➔ Unanimité de NON à l'initiative

INITIATIVE ARGENT LIQUIDE ET CONTRE-PROJET DIRECT



Présentation par Jean-Valentin de Saussure, vice-président

Les deux prochains objets relèvent de notre représentante à la commission de l'économie au Conseil national Sophie Michaud Gigon.

L'initiative a été déposée en février 2023 par le Mouvement pour la liberté en Suisse.

Elle exige qu'il y ait toujours suffisamment de billets et de pièces disponibles en Suisse et que tout remplacement éventuel du franc suisse soit soumis au vote du peuple et des cantons.

Les revendications de l'initiative sont certes largement incontestées, mais elles sont déjà satisfaites :

- l'approvisionnement en espèces est déjà garanti par la loi.
- et le remplacement du franc suisse nécessiterait déjà aujourd'hui l'accord du peuple et des cantons.

Les objectifs de l'initiative sont pour la plupart incontestés, mais le texte de l'initiative a été rédigé de manière imprécise sur le plan juridique.

Donc : le Conseil fédéral a proposé un contre-projet direct à l'initiative pour garantir l'approvisionnement en espèces et la définition du franc comme monnaie suisse et les élever du niveau de la loi à celui de la Constitution.

Le groupe parlementaire Vert·e·s a soutenu unanimement cette proposition dans le cadre du processus parlementaire, même si le contre-projet direct n'entraîne aucune modification sur le fond.

Attention : ni l'initiative ni le contre-projet ne régissent, toutefois, l'obligation pour les particuliers ou les pouvoirs publics d'accepter les espèces.

Pourquoi l'argent liquide reste-t-il essentiel ?

Les Vert·e·s y sont favorables car c'est un moyen de paiement qui ne laisse aucune trace indésirable et garantit au mieux la protection de la vie privée.

L'argent liquide est particulièrement essentiel pour les personnes issues de groupes marginalisés, telles que les personnes sans statut de séjour régulier, pour lesquelles l'accès aux moyens de paiement numériques est difficile, voire impossible. Pour les personnes qui touchent des prestations sociales et d'une aide d'urgence rentrent aussi dans cette catégorie.

Recommandations de vote

- ➔ OUI au contre-projet direct à l'initiative sur le numéraire car il inscrit le franc suisse comme monnaie nationale et garantit l'approvisionnement en numéraire dans la Constitution.
- ➔ NON à l'initiative sur le numéraire, car elle est inutile et formulée de manière imprécise sur le plan juridique.

Questions

Très important d'avoir un texte pas rédigé avec les pieds ! Et le paiement sans numéraire est un paiement bancaire qui génère des frais, pour nous et les commerçant·e·s ! Gros problèmes de concurrence, de transparence. Seules les banques y gagnent ! Avec les crypto monnaies aussi une sécurité donc thème bien plus large qu'il n'y paraît !

Y a-t-il un certain volume monétaire qui doit être assuré par le cash ?

Aucune précision « revenu suffisant ».

Ne devrait-on pas voter pour les deux et préférer le contre-projet ?

Le contre-projet répond déjà à l'initiative, qui est mal rédigée.

J'ai entendu deux fois que l'initiative n'apporte rien de neuf. Mais récemment j'ai changé de l'argent en couronnes norvégiennes et j'ai eu beaucoup de peine à les utiliser car déjà tout est payé, ou presque, par cartes. Donc le risque existe aujourd'hui ! Donc même l'initiative mal formulée empêcherait d'en arriver là.

Je soutiendrai seulement le contre-projet : l'initiative a été lancée par l'extrême-droite ! Cela pose quand même un problème. Cette organisation avait déjà lancé l'initiative antivax et, en termes de positionnement politique, nous est très éloignée.

Allez pisser à la gare de Montreux : c'est impossible dans carte ou Twint.

Vote

- ➔ Initiative : majorité en faveur avec 2 voix pour et quelques abstentions
- ➔ Contre-projet direct : majorité en faveur avec quelques abstentions

LOI FEDERALE SUR L'IMPOSITION INDIVIDUELLE

Présentation par Jean-Valentin de Saussure, vice-président

Contexte

- Les couples mariés sont encore souvent désavantagés fiscalement : à revenus équivalents, un couple marié peut payer plus d'impôts qu'un couple non marié ou que deux personnes seules (« pénalisation du mariage »), surtout lorsque les deux partenaires travaillent.
- Le système actuel décourage le second revenu : l'imposition commune additionne les revenus, ce qui augmente le taux marginal et pénalise fréquemment l'activité professionnelle du deuxième partenaire (souvent la femme), avec des effets négatifs sur l'égalité et le taux d'activité.

Objectif général : supprimer la « pénalisation du mariage » en instaurant l'imposition individuelle (impôts calculés individuellement indépendamment du statut civil) afin d'égaliser la charge fiscale entre couples mariés et non mariés.

Donc création d'une nouvelle loi fédérale: Loi fédérale sur l'imposition individuelle qui

- introduit le principe général de l'imposition individuelle
- remplace l'imposition commune des couples mariés au niveau fédéral entraîne des adaptations de lois existantes, notamment :
 - la Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD)
 - d'autres bases fiscales et techniques

Processus parlementaire

Initiative portée d'abord par les Femmes PLR en 2016 (Constitution)

Contre-projet indirect législatif proposé par le CF retraits conditionnel de l'initiative

Soutien transversal au Parlement: VERT-E-S, PLR, PS, une partie du Centre

Fait rare (arrivé une seule fois depuis 1848 !) : Référendum lancé par les Cantons de VS, SG, TG, SZ, OW, AI, AR, AG, UR, NW

En parallèle référendum facultatif de l'UDC et du Centre qui a abouti.

Du coup on vote le 8 mars.

Arguments contre

- Impact financier pour les cantons
La réforme pourrait entraîner des pertes fiscales ou une redistribution défavorable, selon la structure des contribuables cantonaux.

- Atteinte à l'autonomie fiscale cantonale
L'introduction d'un cadre fédéral fort pour l'imposition individuelle est perçue comme une ingérence dans la souveraineté fiscale des cantons.
- Complexité administrative et coûts de mise en œuvre
Adaptation des systèmes fiscaux, des barèmes et des déductions jugée lourde, coûteuse et risquée à court terme.
- Une autre vision de société...

Arguments pour

- Égalité de traitement indépendamment du statut civil
À revenu égal, impôt égal : la réforme met fin à la pénalisation fiscale du mariage et garantit une fiscalité neutre vis-à-vis du choix de vie.
- Renforcement de l'égalité femmes-hommes
L'imposition individuelle supprime la pénalisation du second revenu, favorisant l'activité professionnelle et l'indépendance économique, en particulier des femmes.
- Modernisation du système fiscal par rapport à l'évolution de notre société
Un cadre clair, cohérent et adapté aux réalités familiales actuelles (couples mariés, non mariés, familles recomposées).

Recommandation : OUI



« Le régime fiscal suisse est fait pour les familles où seul l'homme travaille, la femme restant à la maison. L'imposition individuelle est donc un succès important pour dépasser cette répartition traditionnelle des rôles. »

Sophie Michaud Gigon, conseillère nationale VD

Questions

N'y-t-il pas de possibilités de compensations actuellement ?

Cela semble différer selon les cantons. Pas de réponse exacte.

A la retraite, on garde beaucoup plus en étant pas marié·e·s !

Là il s'agit des rentes AVS. Et cela ne changera pas....il s'agit de l'imposition.

De plus en plus de personnes âgées divorcent à la retraite pour s'en sortir financièrement donc situation inégalitaire qui pousse certaines personnes âgées à mentir pour s'en sortir !

Durant les débats au National, discussion autour de la diminution des baisses fiscales. Donc justifié par rapport au gain d'égalité mais cette perte est-elle chiffrée ? Pour savoir combien faudra enlever sur l'armée ?

Plus le chiffre en tête, voir le message du Conseil fédéral.

J'ai eu connaissance d'un contre-exemple parmi mes voisin·e·s, qui ne sont pas conservateurs mais où Madame a insisté pour se marier car elle avait un bon salaire et Monsieur était musicien et ils payaient moins d'impôts à ce moment-là. Donc que faire ?

Cela ne changera rien à leur situation.

Non car il est mort !

Le plus souvent c'est quand même Monsieur qui a beaucoup d'argent et Madame non et c'est ces couples qui y gagnaient mais la situation devient de plus en plus égalitaire, avec deux salaires.

Intérêt progressif: mieux vaut être taxé sur la moyenne des deux salaires que séparément avec le salaire taxé beaucoup plus et le moindre beaucoup moins. Il y aura une certaine perte là, on ne peut pas gagner sur tous les tableaux, mais c'est de l'ordre de la justice !

Situation très variable car situations très différentes d'un canton à l'autre. Et gros engagement des Vert.e.s pour prendre en compte l'impact négatif qu'il pourrait y avoir sur certains ménages minoritaires.

Les cantons qui ont lancé le référendum ressemblent au Sonderbund ! Il ne faudra pas les sous-estimer et se mobiliser !

Vote

➔ Quasi-unanimité en faveur avec 1 abstention

Quelle priorisation pour les sections vu tous les objets qu'il y aura le 8 mars ! Quel conseil du Bureau et des Vert.e.s CH pour les petits groupes ?

Notre mission principale : nous mobiliser pour le Fonds climat. Avec la campagne des Communales, occasion de profiler le maximum de nos candidat·e·s sur ces thèmes, divers et variés, écrire des courriers notamment sur l'initiative à 200 CHF, mais en tant que Vert.e.s nous miserons tout sur le Fonds climat car l'argent liquide ne présente aucun enjeu ; sur la SSAR : large alliance de la droite à la gauche donc fort engagement déjà ; donc reste le Fonds climat, et seul objet environnemental le 8 mars.

Le dépliant vaudois reflétera ça ?

Oui !

Terme utilisé pour le Fonds climat : associer le thème de l'argent aux Vert.e.s va pousser à un NON direct non ? Une réflexion a-t-elle été faite ?

Réflexion faite lors du premier comité unitaire justement. Ne pas parler de fonds ou d'investissement et de faire peur d'un point de vue financier mais souligner ce qui sera possible : les projets déjà en train de se mettre n place, les reconversions, les nouvelles professions, ouvrir les champs des possibles (optimisme). Et si on nous interpelle sur le mode de financement, texte rédigé de manière volontairement large donc pas possible de nous attaquer sur le moyen. Aujourd'hui réductions dans le programme bâtiment alors même qu'on a besoin de fonds, que cela soutient l'économie locale, que cela favorise les emplois locaux, etc. Donc ce sont ces arguments qui mobiliseront.

➔ Preneurs et preneuses d'arguments de votre part pour la campagne !

Comme nous sommes en avance : avancement du point 4 avant le point 3.

4. Actualités cantonales

Informations quant à l'actualité du Grand conseil avec Yannick Maury, vice-président du groupe

Budget 2026 plus contesté que jamais. Dilemme moral et politique pour notre groupe (vote le plus dur de notre histoire jusque-là ! Face à deux traquenards institutionnels):

- Accepter un budget problématique (avec notamment des coupes dans des domaines que nous défendons) mais permettre à l'État de tourner et de regagner en stabilité politique

- S'opposer au budget problématique (d'une majorité de droite qui n'a écouté personne !) pour dire non aux coupes avec des conséquences inhérentes au risque de l'absence de budget 2026

Victoires obtenues « grâce » au Conseil d'État :

- Retrait du décret sur la retenue de crise de 0.7%
- Retrait du décret/EMPL sur la suppression des décharges de fin de carrière

Victoires obtenues au Grand Conseil : (cela n'est pas du tout apparu dans la presse et pourtant c'est quand même important à relever !)

- Refus de retirer 39 millions aux communes
- FAJE : décret réduit à la stricte année 2026 (au lieu de 2027 – différence importante)
- Maintien d'une période de décharge pour les référent·e·s durabilité (école) peut-être pas énorme, mais inattendu ! Grâce aux vert' libéraux qui ont pourtant la plupart du temps voté contre nous mais là pas !)
- Réduction de moitié de la coupe concernant les EMS (5.9 mio au lieu de 12)
- Economie de 1 mio en privilégiant les logiciels libres + frein à Edunum (1.5 mio) (victoire financière certes mais idéologique aussi car espoir de se passer progressivement des GAFAM – et frein de l'utilisation à tous crins du numérique alors que l'éducation au numérique elle ne suit pas)
- Revalorisation CCT SAN (+10 mio en 2027) ; +300'000 brigade financière (victoire un peu surprise) (très bonne surprise et victoire Verte – proposition qui émane de Vincent Bonvin)
- Limitation des trajets en limousine (50'000.- d'économie) + malus LTVB (10mio) (David Raedler pourrait parler de tous les modèles qui seront taxés) – L'UDC a déjà annoncé un référendum....mais elle en a annoncé tellement qu'elle ne pourra pas tous les mener !

Loi sur l'énergie

- Compromis relativement ambitieux trouvé en commission (personne de l'UDC à Ensemble à gauche ne proposait d'aller moins loin.....du coup le traquenard n'allait pas tarder....le président de la commission (PLR) se félicitait, par voie de communiqué de presse, d'arriver à quelque chose.....SAUF QUE
- Au final, projet de loi contesté au plénum par la droite et compromis remis partiellement en question :
 - * Éléments négatifs : communes peu contraintes ou encouragées ; pas d'obligation de rénovation ou de remplacement de chauffage en cas de transfert de propriété
 - * Éléments positifs : maintien de l'interdiction des chauffages fossiles ; obligation de faire un CECB pour les bâtiments d'avant 1986 ; obligation de rénovation énergétique pour les bâtiments classés F et G

En résumé :

- En plus de ne pas tenir ses engagements sur les points principaux du compromis de commission, le PLR est revenu sans arrêt avec différentes petites attaques sorties du chapeau et non discutées durant les 21 séances de commission
- Les vert' libéraux se sont assez rapidement rangés du côté du PLR pour une grande majorité des points, par peur du référendum
- Il ne reste plus beaucoup d'enjeux pour le 3e débat.

- Même si nous sommes évidemment déçus, et qu'il est clair que le texte qui ressort du plénum reste bien insuffisant en regard des enjeux, il faut se rappeler qu'il est bien plus intéressant que la loi actuelle et resterait une victoire pour notre mouvement et le département de Vassilis

- Globalement, il faut que ce texte puisse être mis en œuvre au plus vite, et revenir avec des motions pour l'améliorer ensuite

Ambiance cantonale

Législatur pénible ! Dizaine de sujets où le PLR promet quelque chose et ensuite retourne sa veste. La droite amoindrit d'abord les propositions pour ensuite les laminer. Bloc sans concessions en face Et sans doute point de non-retour atteint avec le budget !

Questions – réactions

Ajout d'un témoignage de la nouvelle : passée du paradis du CC de Lausanne à l'enfer 8s'il existe) du GC. Effroi et sombre quant à l'avenir. Plus d'écoute ni de prise en compte de la minorité. Plus de débats sur le fond non plus, plus de positions claires. Ambiance toxique ! Dites autour de vous que, pour les Communales et les Cantonales, les gens se bougent : c'est important et le vote a vraiment une conséquence !

Revenir sur le recul du Gouvernement qui a touché notamment cette contribution de solidarité : était-ce vraiment là qu'il était le plus important de céder ? Diminuer légèrement le salaire des fonctionnaires était-il vraiment grave, pas sûr.....cela renforce l'idée de la grève des fonctionnaires seulement pour leurs sous.

Tentative de déstabiliser la mobilisation mais soutiens inattendus notamment sur la CCT-San donc pas seul enjeu. Contribution de crise : peut-être la goutte d'eau qui a fait déborder le vase ?

Sans doute reconnaissance qu'il faudra plus de participation à l'avenir pour arriver à des solutions solides et respectueuses pour l'avenir, ce qui a complètement manqué cette année. 450 millions de moyens supplémentaires prévus quand même dans ce budget. Il s'agissait avant tout de préserver certaines ressources mais on ne lâchera pas le Conseil d'Etat pour qu'il trouve des solutions concertées pour la suite. Plan climat plaqué sur des décisions de 2023 et plus rien vu depuis.

0,7% lâchés pour entraver la grève et fracturer la gauche pour qu'une partie vote l'entier du budget en donnant un petit bout. Chantage de droite aussi en menaçant de refuser le budget pour faire bouger la gauche.....cela a fait perdre de la crédibilité auprès des militant·e·s hier soir.

Comment va-t-on raconter ça aux électrices et électeurs aux prochaines Cantonales ? Il faudrait que les gens comprennent le jeu de la droite actuellement car les gens ne seraient souvent pas d'accord avec cette manière de pratiquer la démocratie ; réfléchir à comment faire comprendre ce dysfonctionnement en cassant systématiquement les compromis.

Lors des prises de paroles, systématiquement dit en début de la prise de parole en espérant que des journalistes le reprennent...ce qui a été fait pour la Loi sur l'énergie par ex. Et on va continuer à le marteler. Et parlez-en autour de vous et avancez des exemples concrets : la loi sur l'énergie est le meilleur exemple, il y avait même un communiqué de la commission présidée par un PLR !

Mettre en image, comme avec une BD et des personnages et un scénario qui se répète ?

Qui a remonté les bretelles de la droite dans la loi sur l'énergie ?

Menaces depuis le début de référendum par SwissOil, juste parce que les chauffages fossiles seraient interdits et PLR tiraillé par diverses tendances qui ne s'accordent pas.

Scénario ubuesque de rédaction de loi à 150 député·e·s alors que la commission y avait investi 23 séances de commissions.

3. Élection complémentaire au Conseil d'État

En présence de Romain Pilloud, Président du PSV, et de Roger Nordmann, candidat du PSV à l'élection complémentaire au Conseil d'Etat.

Proposition de soutenir la candidature du PSV car cela semble évident de soutenir un siège PS.

Quelques mots de Roger Nordmann :

Hommage à Rebecca Ruiz qui part dans des conditions personnelles difficiles et qui a assumé beaucoup de crises (COVID, etc.). J'ai déjà eu un petit vertige lors de la démission annoncée : ne suis-je pas fou d'y aller ? Vous venez de discuter de la situation abracadabrantesque du canton mais il faut aussi prendre ses responsabilités à un moment. Et l'absence de compromis est un problème fondamental : pas seulement crise financière mais institutionnelle aussi. Les Vaudois.es en ont assez ! Cela doit être corrigé. Une élection complémentaire ne suffira pas. Nous aurons 1 an. Le gouvernement semble avoir compris que de foncer la tête la première dans le mur en béton pour se la casser ne marche pas. Même un député radical a dit qu'aucune entreprise privée ne baisse les salaires : la fonction publique, ce sont les gens qui font vivre l'Etat. Arriver à se fâcher à ce point est désastreux.

Il faut aussi avoir un regard clair sur les causes de la crise financière : toutes les baisses d'impôts ! Sans cela, pas de déficit courant (on emprunterait pour investir seulement). Et cela doit être dit clairement ! Ce d'autant plus que l'initiative -12% arrive derrière pour doubler le poison ! Extrêmement dangereux.

Aussi danger dans le domaine de l'assurance maladie : beaucoup de commercial là-dedans et chaque fois que les primes augmentent de 1'000 CHF il faut augmenter de 300 CHF les subventions. Il faudra tasser la croissance des coûts qui est insupportable pour l'Etat et les ménages de la classe moyenne et moyenne inférieure.

Il faut aussi des recettes nouvelles pour s'en sortir ! Pas en taxant davantage mais là où il y a de l'argent il faut aller le chercher : donc par ex pour les personnes qui sont imposées à la dépense pour l'instant. Aussi à faire : efforts d'efficacité et tout ce qui sera ainsi gagné ne le sera pas aux dépens des prestations.

Au niveau de la méthode aussi : l'approche autoritariste actuelle a plongé le canton dans une crise majeure. Les nouveaux/nouvelles ont pris les commandes et sont sorti·e·s de la route. Première chose : il faut s'écouter. Puis y aller progressivement sur la durée, et pas des mesures désordonnées sur une année : les 0,7% ne s'étaient que sur une année donc à fâché tout le monde et ce serait reparti pour un tour l'an prochain : donc tasser un peu les dépenses et accroître les recettes progressivement avec une vision.

Fortune quand même un peu donc tout ne doit pas être réglé/réduit tout de suite : avancée progressive possible mais avec une stratégie.

Telle est un peu mon approche. Pas complètement sûr que dans ce Conseil d'Etat il soit facile de changer d'attitude et de fonctionnement mais je ferai mon maximum. Et il y aura ensuite les élections générales où nous pourrions revendiquer la majorité vu la crise dans laquelle la majorité de droite actuelle a mis le canton...mais nous ne devons pas être aussi arrogant·e·s que la droite l'a été avec seulement 51%. Nous discuterons. Le pouvoir arrogant même toujours à l'échec.

J'ai vidé mon agenda pour faire campagne et gagner ce siège. La campagne sera difficile : l'adversaire a présidé le Grand conseil et un vent conservateur souffle actuellement, sur la



planète entière. Campagne musclée il faudra. A disposition des Vert.e.s comme du PS pour les stands etc.

Questions

Dans le domaine de la santé, ne devrait-on pas pour diminuer les coûts être plus organisé-e-s dans la prévention : stratégie de prévention pour Vaud ?

Il y a une stratégie mais elle pourrait être renforcée. Mais Vaud est déjà en avance, parfois de meilleurs résultats qu'ailleurs en Suisse alémanique. Mais volet réparation très élevé. La prévention aidera plus à long terme (culture, sport, lien social aussi importants). Société intégratrice et pas trop conflictuelle, inclusive, aussi meilleur élément de prévention sans doute.

Félicitations de vous être porté candidat. Indispensable que Roger gagne. Mais ne pas être tous uni-e-s sur les mêmes stands car sinon bloc gauche-droite. Dire aussi que pour renforcer l'écologie c'est indispensable que Roger soit élu car il pourra défendre avec Vassilis et Nuria l'environnement et le social. Dire que c'est dans l'intérêt de la majorité des Vaudois.es donc pas bloc rouge-droite.

Je me suis peut-être mal exprimé, je voulais dire que je peux passer sur un stand et sur l'autre pas forcément que tout doit être unique.

Il faudra aussi mobiliser l'électorat centriste, vert' lib, et les PLR qui n'aiment pas le côté nationaliste de l'UDC.

Efficiencie, diminution des coûts : peut-être aussi refuser d'augmenter certains salaires car manque d'infirmières et d'infirmiers à cause de manque de reconnaissance, notamment salariale? Sur certains étages du CHUV, 1-2 infirmières seulement pour tout un étage. Et manque de temps pour les patient-e-s, coûts augmentés par la prolongation des séjours aussi (coûts créés ainsi, qu'on oublie).

Juste. Et chaque fois que quelqu'un-e démissionne aussi, c'est tout un savoir qui part.

Votation fédérale sur le Fonds climat le 8 mars aussi, tu as écrit un livre là-dessus donc comment capitaliser pour gagner là aussi ?

« Urgence énergie et climat » de 2023, mode d'emploi de l'initiative dont j'ai largement rédigé le texte. Seul regret que j'ai : je ne pourrai pas courir la Suisse pour faire des conférences sur ce sujet malheureusement. Mais il est clair que cette initiative est centrale car plus rien n'avance du point de vue climatique et même avec une loi estropiée, même pas sûr-e-s de gagner le référendum. Il faut investir pourtant ! Quelques bonnes nouvelles qui se dessinent : les jeunes vert' libéraux ont décidé de voter OUI par ex. Donc très important en effet et donc viser de gagner et sinon au moins un bon score car sinon tout est totalement bloqué en matière climatique.

Nous comptons en effet sur le fort engagement de Roger pour aussi aider notre campagne sur le Fonds climat.

Quelques mots aussi du Président du PSV, Romain Pilloud :

Importance de changer les choses et premier pas vers le changement de majorité. Premier pas parmi d'autres. Les Cantonales vont arriver très vite. Les candidatures vont être désignées tôt. La campagne va commencer mais ne plus s'arrêter : nous n'allons plus sortir du cycle électorale. Moment important pour notre alliance : nous essayons partout où c'est possible de nous allier entre Vert.e.s et PS. Noter alliance devrait être naturelle, dommage de laver parfois notre linge sale en public. Appel que s'il y a des choses difficiles au premier tour, c'est une chose, mais gros travail avec Vert.e.s cantonaux aussi, pour trouver des solutions et résoudre le maximum de problèmes pour ensuite être uni-e-s au deuxième tour...et ne pas laisser de sièges à la droite. Dynamique aidée par le soutien commun à Roger. Quand nous avons une alliance solide, ça fonctionne ! Par ex., à

Montreux, cela se passe très bien. Il faut restaurer ce qui est possible maintenant pour le 1^{er} tour. Et ensuite faire les Cantonales ensemble avec une liste rose verte forte.

Merci par avance pour la campagne que vous mènerez avec nous, pour la population et contre la droite pour que le moment spécial gagné en 2021 se poursuive : pour le climat, l'écologie, l'égalité, le social.

➔ **Vote de soutien : par acclamations**

Difficile de trouver des signatures pour le service civil : stand Vert samedi passé, mais pas de stand PS donc comment ça marche à ce moment-là pour l'alliance ?

Samedi dernier absent·e·s car congrès de désignation mais le PS sera là samedi prochain.

5. Divers

Hôpital pour la faune Erminea

Récolte de fonds pour une nouvelle halle pour la faune locale donc beau cadeau sous le sapin si jamais : allez sur le site <https://soutenir-erminea.org>

Info fauna

Interface entre le public et les scientifiques. Volonté de parler au grand public et de vulgariser au maximum. Météo Suisse de la faune. [Projet de cartographie des ponts](#) dans toute la Suisse romande, manque de données pour les loutres, qui subissent pas mal d'accidents : appel à participation physique là !

➔ Se mobiliser si vous vous trouvez dans une région où vous avez un pont ; tout le monde peut contribuer

Objectif d'avoir une cartographie de toute la Suisse romande.

Récolte de signatures

Référendum pour sauver le service civil : SVP signez ! Et venez dans la rue car être dans la rue, c'est aussi être visible donc important aussi pour les votations et élections. Groupe WhatsApp pour récolter les signatures ; demandez au secrétariat ou à John comment vous inscrire !

Annick vient volontiers soutenir où que ce soit.

Je récolte depuis bien longtemps mais personne ne m'a jamais mangée !

C'est important !

➔ Stand demain après-midi à Montreux au marché de Noël par exemple

Vertigineuse

Nouvelles de la Vertigineuse le 6 septembre dernier : le PS a réuni 400 personnes au congrès, nous en avons réuni 500 à Apples !

Lieu et date 2026 : 5 septembre 2026, toujours à Apples.

Prenez note de la date !

Présentation du comité d'organisation (7 sections engagées).

Besoin de vous aussi pour vider la cave donc si vous n'avez pas encore votre cadeau de Noël allez acheter des packs de bières sur le site : <https://vertigineuse.ch/la-cave>

La séance est levée à 21h20. Suit une verrée de Noël.